

M. Nunziata: Ce n'est pas ce que Frank Miller a dit.

M. St. Germain: . . . qui mise sur l'échec de l'Expo et sur l'échec—voulez-vous bien vous taire?

M. Nunziata: Vous n'aimez pas entendre parler de Frank Miller?

M. St. Germain: Monsieur le Président, je voudrais poser une question au très honorable chef de l'opposition. Il a dit qu'il voulait être constructif. Dans ce cas, comment peut-il discuter de ce qui se passe dans une province? Selon notre Constitution, les provinces ont le droit de mener leurs affaires comme elles le jugent bon. Nous ne devrions même pas discuter des affaires de la Colombie-Britannique. Nous devrions parler des affaires du gouvernement fédéral, par exemple celles qui ont été annoncées aujourd'hui.

Je crois sincèrement que le chef de l'opposition veut vraiment aider les habitants de Vancouver Quadra et du reste de la province, mais s'il veut être constructif, pourquoi adopte-t-il une attitude aussi négative? Il a demandé ce que nous faisons à propos du tourisme, et nous en avons parlé aujourd'hui; il a demandé ce que nous faisons à propos des mines, et nous en avons parlé aujourd'hui. Il a déclaré qu'il ne se faisait pas de recherche industrielle en foresterie, une richesse naturelle que son parti avait négligée. Il n'avait jamais investi dans la recherche industrielle. Voilà pourquoi l'industrie forestière est réduite à la dernière extrémité à l'heure actuelle. Les libéraux ne se sont pas occupés de cette ressource naturelle quand ils étaient au gouvernement. Il n'y avait même pas un ministre chargé des forêts. Mais notre gouvernement a été assez prévoyant pour en nommer un. Pourrait-il nous parler de cela?

M. Turner (Vancouver Quadra): Je n'ai rien à dire.

M. St. Germain: Je m'y attendais.

M. Belsher: Il est plutôt déprimant de constater que les députés de l'opposition n'ont pas félicité le ministre d'avoir signé cet accord. Le très honorable chef de l'opposition a au moins formulé quelques propos positifs au sujet de la Colombie-Britannique, et il commence à représenter sa circonscription, qui est située dans la province dont nous venons tous. Mais à entendre le NPD peindre les choses en noir comme il l'a fait cet après-midi, on croirait que c'est une région sinistrée. Je puis vous assurer que ce n'est pas du tout le cas.

Comme il a visité sa circonscription au cours des derniers mois, est-ce que le très honorable chef de l'opposition ne veut pas reconnaître que les gens de là-bas se rendent compte de la consultation qui se pratique à Ottawa, comme nous avions dit aux Canadiens que nous l'instaurerions pendant notre séjour au gouvernement à Ottawa?

M. Turner (Vancouver Quadra): Monsieur le Président, les gens de Vancouver Quadra estiment que la consultation est une fort belle chose, mais qu'elle ne remplace pas les décisions.

Des voix: Bravo!

M. Jim Manly (Cowichan-Malahat-Les Îles): Monsieur le Président, j'aimerais féliciter le député de Kamloops-Shuswap (M. Riis) d'avoir présenté cette motion. Il a été intéressant de suivre le petit débat qui s'est engagé entre le député de Mission-Port Moody (M. St. Germain) et celui de Kamloops-Shuswap sur la question de savoir si ce sont les arbres ou les

Les subsides

gens qui constituent notre plus importante ressource. Je suis tout à fait d'accord avec le député de Kamloops-Shuswap pour dire que ce sont les gens, tout en affirmant que les gouvernements, fédéral et provincial, négligent les deux. Et à propos de négligence de la ressource humaine, il n'y a qu'à regarder ce que fait le gouvernement provincial en matière d'enseignement. Il n'y a qu'à regarder la façon dont il a licencié les conseils scolaires qui refusaient de s'incliner devant les compressions budgétaires, la façon dont il a refusé de transmettre aux universités les subventions fédérales. Il n'y a qu'à regarder aussi du côté du gouvernement fédéral, qui a acquiescé à tout cela.

• (1650)

Le très honorable député de Vancouver Quadra (M. Turner) a contesté l'utilisation d'une journée réservée à l'opposition à la Chambre des communes pour critiquer un gouvernement provincial. Comme je viens de la Colombie-Britannique, j'estime que c'est tout à fait dans l'ordre et nécessaire. Contrairement au député de Fraser Valley-Est (M. Belsher), quand je retourne dans ma circonscription je constate qu'à beaucoup d'égards c'est vraiment une région sinistrée par le fort taux de chômage qui y règne. Je ne sais pas quelle est la situation dans sa circonscription à lui mais dans la mienne il y a grand besoin de mesures gouvernementales. Et ces mesures se font attendre.

Il faut observer que le ministre de l'Expansion industrielle régionale (M. Stevens) a essayé aujourd'hui de nous faire avaler l'idée qu'il y avait accord complet sur les crédits destinés à la Colombie-Britannique. Je lui ai posé la question vendredi dernier et il n'a pas su y répondre. Il y a quelques semaines, le premier ministre de la Colombie-Britannique, M. Bennett, a prié les députés néo-démocrates et progressistes-conservateurs fédéraux de la Colombie-Britannique d'essayer d'obtenir du gouvernement fédéral un marché raisonnable en fait de financement. Les députés conservateurs fédéraux de la Colombie-Britannique se vantent maintenant d'avoir fait un excellent travail. S'ils ont fait quelque chose, c'est probablement d'annoncer à M. Bennett qu'il ne toucherait strictement que 525 millions de dollars et non les 650 millions que la Colombie-Britannique était en droit d'attendre en vertu de l'Entente de développement économique régional. Les dix-neuf députés conservateurs fédéraux de la Colombie-Britannique ont convaincu le gouvernement de la Colombie-Britannique de s'en contenter au lieu de faire des pressions auprès du gouvernement fédéral pour qu'il accorde un financement suffisant.

On peut saisir l'importance de ce débat simplement en jetant un coup d'œil sur les statistiques du chômage. Au cours de la campagne électorale, le premier ministre (M. Mulroney) avait promis des dizaines de milliers d'emplois. Lorsque nous avons parlé des statistiques du chômage à la période des questions, vendredi, le premier ministre a prétendu que quelque 201,000 nouveaux emplois avaient été créés. Il a dit: «Ce sont les dizaines de milliers d'emplois que nous avons promis. Contrairement aux libéraux, nous avons tenu notre promesse». Le premier ministre dit avoir tenu sa promesse. Les Canadiens de la Colombie-Britannique savent, quant à eux, que cette promesse n'a pas été tenue.